



Déclaration liminaire C.T.L.

14/06/2018

Le président des très riches continue sa croisade, faire payer aux pauvres pour lesquels selon ses convictions << on dépense trop de pognons >>, << ceux qui ne sont rien >>, pour en laisser toujours plus aux plus fortunés, notamment par la suppression de l'exit tax.

Pour la grande majorité des français, sa politique de destruction des acquis sociaux est catastrophique : casse du Code du Travail, inversion de la hiérarchie des normes, remise en cause des régimes spéciaux et du système de retraite par répartition; attaque en règle contre la Fonction Publique, la sécurité sociale, privatisation des dernières entreprises publiques.

Sa politique austéraitrice poursuit la réduction des dépenses publiques et diminue continuellement les dotations globales de fonctionnement des administrations, comme en témoigne encore les perspectives budgétaires de la DDFIP du Calvados pour l'année 2018.

Les annonces en matière de suppressions d'emplois sont des plus alarmantes pour l'administration fiscale, ses missions, ses agents.

20 000 suppressions d'emplois seraient à nouveau programmées à la DGFIP pour les 5 prochaines années. Avec elles, la dégradation des conditions de travail que nous abordons aujourd'hui va se poursuivre.

Les conditions de travail des agents de la DGFIP sont en constante dégradation depuis trop longtemps. La démarche stratégique, suivie des lignes directrices, et du plan d'adaptation des structures du réseau, ont participé activement à la remise en cause des missions et des métiers de notre administration. Les réflexions en cours dans le cadre de CAP 22 s'inscrivent dans cette tendance lourde. Si elles débouchent sur des décisions, elles aggraveront inévitablement les atteintes à la santé physique et psychique des agents des finances publiques. Tous les signaux d'alerte que nous examinons aujourd'hui dans ce comité technique en attestent.

Les conditions de travail des personnels sont toujours aussi désastreuses, les rythmes de travail effrénés, les heures supplémentaires toujours aussi présentes avec les écrêtements qui s'en suivent. Les agents se mobilisent pour les contrer, notamment à l'occasion des récentes journées de grève largement suivies par les personnels.

Les perspectives d'évolution des services, du maillage des implantations, des restructurations, des organisations du travail, ne pourront qu'accentuer les troubles déjà observés.

Le dernier bilan social fait apparaître plus de 43 % des agents ressentent un stress très important lié directement à leur charge de travail et révèle un niveau historique de souffrance au travail dans les services, découlant des évolutions permanentes visant à faire des économies.

Plutôt que des palliatifs telles que les chartes de bonnes relations du travail, la semaine Qualité de Vie au Travail, les cellules d'écoute psychologique Les agents attendent de réelles solutions au malaise.

Pour la CGT FINANCES PUBLIQUE et la plupart des autres organisations syndicales, Il devient urgent de s'attaquer enfin aux causes réelles du mal être au travail

résultant de la logique comptable du parlement : suppressions d'emplois, fermetures et restructurations de postes ou services et réorganisations incessantes pour lesquelles un moratoire doit être immédiatement appliqué.

Les élus de la CGT FINANCES PUBLIQUES Calvados